

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

La victoire décisive et prompte nous fut plusieurs fois promise, et voilà plus d'un an que l'on parle chez nous de l'Allemagne ruinée et affamée. Or, la décisive victoire n'est pas encore venue ; l'Allemagne n'est pas morte de faim ; l'Allemagne est toujours debout.

ERNEST LAVISSE.

A Verdun NOS GÉNÉRAUX

Pour illustrer leurs commentaires de la bataille de Verdun, certains journaux sont autorisés à publier les photographies des généraux Herr et Humbert, en les désignant par leurs propres noms. C'est une grande nouveauté. Si les photographies de nos chefs militaires sont tolérées par la censure, nous en pouvons induire apparemment qu'il n'est plus interdit de faire leurs portraits ; et je voudrais bien vous montrer ces deux-là tels que je les ai vus tout récemment sur le front, ne fût-ce que pour essayer de vous faire partager, à cette heure anxieuse, l'impression d'absolue confiance qu'ils m'ont laissée.

Vous me direz qu'un « simple pékin » ne saurait avoir la prétention de prendre la mesure d'un général, pour avoir passé quelques heures en sa compagnie, et qu'il serait non seulement inconvenant, mais ridicule de l'entendre risquer le moindre jugement sur sa valeur guerrière. Aussi m'en garderai-je avec soin. De ma visite aux deux chefs du secteur de Verdun, je ne veux retenir que deux traits, qui ont peut-être quelque intérêt psychologique...

Au cours de la conversation, le général Humbert venait de dire, sans insister autrement :

— Les généraux ennemis sont les meilleurs élèves de Napoléon...

Il n'est pas besoin d'avoir causé deux minutes avec ce bel officier, sec, net et froid comme une épée, pour être assuré qu'il n'avance rien au hasard. Son élocution même, égale et précise, découvre au premier mot l'autorité intelligente, qui sait où elle va et le moyen d'y aller.

Quelques instants plus tard, devant sa table de travail, je rappelais au général Humbert le propos qui m'avait frappé.

— Vous croyez vraiment que l'état-major du kaiser s'est formé à l'école de Napoléon ?

— N'en doutez pas, fit-il ; mais c'est le même maître qui doit nous apprendre à les vaincre.

Et allongeant la main vers un casier, sur sa table, il y saisit un calepin.

— Tenez, reprit-il, voilà mon bréviaire. Ce carnet ne me quitte jamais... J'ai copié là-dessus les phrases de Napoléon qui m'ont paru les plus suggestives, et il n'est pas d'exercice spirituel qui vaille leur méditation...

Aussitôt, je pus me convaincre que le général Humbert connaissait parfaitement son auteur. La veille, le hasard d'une lecture m'avait permis de prendre en défaut l'érudition d'un historien de mes amis, qui n'avait jamais lu les pages si savoureuses où Napoléon commente les campagnes de Frédéric. Mais, sur ce chapitre, le général Humbert aurait pu en remonter à tous les professeurs du Collège de France, et tout en feuilletant son calepin dont il caressait les pages, il trouvait des mots charmants, justes et forts, pour me parler des lettres à la princesse Murat...

Et peut-être n'est-ce là que de la littérature. Du moins, ce n'est pas de la politique ; et ne me prenez pas pour un fiefé bonapartiste, ne me soupçonnez pas d'arrière-pensées césariennes si je vous le confesse tout bas : il ne me déplaît nullement qu'un général français, à la veille de livrer bataille, ait dans sa

poche et même dans sa tête quelques idées de Napoléon...

Passons chez le général Herr, en son quartier-général, tout près de Verdun.

C'était au moment le plus critique de l'expédition de Salonique, et notre hôte nous parlait de la vallée du Vardar avec une science que, sans doute, il ne devait pas seulement à l'étude des atlas.

— Si l'on s'y était pris plus tôt, lui demandai-je, n'aurait-il pas été possible de porter secours aux Serbes par un autre chemin ?

Le général eut, sous ses lunettes, un regard plus vif.

— La question vous intéresse ?

Venez donc par ici...

Et il m'entraîna dans la pièce voisine, qui lui servait de cabinet. Sur un mur, s'étaient plusieurs cartes de la région de Verdun, accompagnées de graphiques « impressionnants ». Des coupes de terrain juxtaposées rappelaient quel secours, dans la présente guerre, la géologie peut prêter à la stratégie.

Mais sur le mur en face, je fus d'abord étonné d'apercevoir une grande carte de la péninsule balkanique.

— J'ai parcouru tout ce pays à cheval, me dit le général Herr ; j'en puis parler... Supposez que nous débarquions à Santi-Quaranta et que nous remontions par ici, jusqu'au lac d'Ochrida...

De la pointe du crayon, le général marquait l'itinéraire. Chemin faisant, il indiquait les obstacles, les ressources utilisables... Je ne vous répéterai pas tout ce qu'il a bien voulu m'expliquer, d'abord parce que j'en serais incapable ; ensuite, si j'en étais capable, je ne saurais oublier que les oreilles ennemies nous écoutent...

Du moins, je puis dire, sans commettre la moindre indiscretion, ce que j'ai vu clairement : un chef, qui commande l'un des secteurs les plus menacés, garde assez de liberté d'esprit pour suivre les opérations stratégiques des Balkans avec le même intérêt passionné que celles du front occidental... D'un bout à l'autre de l'Europe, il en sent l'étroite connexion et la synergie... Les arbres ne l'empêchent pas de voir la forêt.

... Nous aimons bien les spécialistes assez savants pour savoir se hausser au-dessus de leur spécialité. Nous aimons aussi les généraux qui ne craignent pas d'avoir quelques idées générales...

Gustave Téry

L'attaque du fort de Douaumont

Comment ils écrivent l'histoire

Tous les soirs, à 6 heures, le communiqué Wolff parvient à Genève et paraît dans les dernières éditions des journaux. Or, le 26 février, rompant avec ses habitudes, l'agence allemande fit parvenir à 11 heures du matin un communiqué exceptionnel annonçant en termes pompeux la prise d'assaut du « fort cuirassé de Douaumont, pilier angulaire nord-est de la ligne principale des fortifications permanentes de la forteresse de Verdun » par un régiment brandebourgeois, le 24^e. Et le communiqué se terminait par cette phrase un peu audacieuse : « Le fort se trouve solidement entre les mains des Allemands. »

Mais il est probable que le grand état-major allemand s'était, entre temps, rendu compte de son excessive hardiesse. A 6 h. du soir, le communiqué ordinaire quotidien laissait transparaître un embarras que les événements justifiaient amplement : « Dans leur élan, se bornait-il à dire, les régiments brandebourgeois étaient parvenus jusqu'au fort de Douaumont. » Et puis, l'humilité à ses extrêmes limites, il reconnaissait honteusement que « la nouvelle donnée hier de la prise du village de Champneuville reposait sur une erreur ».

L'aveu, comme on pense, a mis tout Genève en joie. Jamais, mieux que par ce communiqué, n'avait été soulignée la mauvaise foi des communiqués allemands. Voilà un état-major qui prétend occuper un village dont il ne s'est jamais emparé et qui affirme tenir solidement un fort qui, quelques heures après, se trouvait atteint et dépassé, bien au-delà, par nos héros soldats !

La Bataille de Verdun

NOS TROUPES CONTIENNENT L'ENNEMI

Les Communiqués

15 heures

Dans la région du nord de Verdun, nos troupes ont continué à renforcer leurs positions au cours de la nuit.

Aucun changement sur le front d'attaque à l'est de la Meuse, où la neige tombe avec abondance. On ne signale aucune tentative nouvelle de l'ennemi ni sur la côte du Talon ni sur la côte du Poivre.

Hier, en fin de journée, une forte attaque allemande déclanchée dans la région de la ferme Haudromont (est de la côte du Poivre) a été brisée par nos feux d'artillerie et de mitrailleuses et par nos contre-attaques. Une autre tentative non moins violente dans la région du bois d'Ardaumont (est de Douaumont) n'a pas eu plus de succès.

En Woëvre, le repli ordonné de nos avant-postes s'est effectué sans la moindre gêne du fait de l'ennemi.

A l'ouest de la Meuse, aucune action d'infanterie.

Dans les Vosges, après une préparation d'artillerie, l'ennemi a tenté hier à la tombée de la nuit une forte attaque sur un front de deux kilomètres, au sud-est de Celles, dans la vallée de la Plaine. L'attaque a complètement échoué.

Ce matin, une action de nos batteries contre les dépôts de ravitaillement ennemis de Stossvir (nord de Munster) a donné de bons résultats.

23 heures

Entre Soissons et Reims, tirs de destruction sur les ouvrages adverses en face de Venizel et à l'est de Troyon.

Dans la région au nord de Verdun, après la violence des actions engagées les jours précédents, on signale un certain ralentissement des efforts de l'ennemi au cours de la journée, sauf entre la hauteur de Douaumont et le plateau au nord du village de Vaux, où une forte attaque menée sur nos positions a été repoussée.

A l'est et à l'ouest de la position de Douaumont, dont les pentes sont couvertes de cadavres allemands, nos troupes enserrent étroitement les fractions ennemies qui ont pu y prendre pied et qui s'y maintiennent difficilement.

Aux derniers renseignements, la côte du Talon, rendue intenable aussi bien pour nous que pour l'ennemi par le bombardement des deux artilleries, n'est occupée par aucun des adversaires.

En Woëvre, l'ennemi a pris contact avec nos avant-postes vers Blanzée et Moranville, d'où ses tentatives pour déboucher vers la cote 255 ont échoué.

Dans les Vosges, duel d'artillerie à l'Hartmannswillerkopf. Nous avons pris sous notre feu et dispersé un détachement ennemi dans la région de Senones.

Les Allemands n'ont exécuté aucune attaque d'infanterie dans la nuit de samedi à dimanche. Il en avait été de même au cours de celle de vendredi à samedi, tandis que, les jours précédents, le combat avait duré jour et nuit.

Propos d'un grincheux

Une sornette ou deux

Les gens qui se mêlent d'écrire sur la bataille de Verdun devraient bien nous épargner les sornettes. Ne trouvez-vous pas un peu mais de déclarer que c'est une « bataille dynastique » ? D'abord, où a-t-on pris que le prestige de la dynastie fut diminué en Allemagne ? Si c'est vrai, tant mieux. Mais on n'en sait rien.

En outre, pour si stupides et si affolés qu'on veuille nous représenter le kaiser et son fils, ils n'ont pas manqué de concevoir qu'ils pouvaient perdre la bataille. Dès lors, ce moyen de restaurer leur crédit eût été, vous en conviendrez, fort hasardeux.

Et puis, je ne vois vraiment aucune raison pour expliquer cette offensive autrement que toutes les autres offensives, et même les nôtres : à savoir le désir d'en finir avec cette guerre épuisante. J'entends bien qu'on nous a insinué que Verdun n'a pas grande importance stratégique et que, si les Allemands tenaient à prendre cette ville, c'était à cause de sa signification historique. Encore une assez belle sornette. Le fait est que, si toute la France se réjouit de savoir les ennemis tenus à distance, ce n'est pas seulement par considération pour de glorieux souvenirs.

La guerre n'enchantait pas les Alle-

Admettons que le mauvais temps en soit la cause, dans une certaine mesure, il n'en reste pas moins très vraisemblable que la force combattive de l'ennemi, réservée maintenant aux seules attaques de jour, commence à s'épuiser.

L'ennemi est-il susceptible de recevoir à bref délai des renforts suffisants pour ranimer cette force combattive ? Je l'ignore.

En tout cas, en attendant, il ne doit pas être sans redouter les retours offensifs que des troupes fraîches entreprendraient contre lui. Sans doute, celles-ci seraient prises à partie par l'artillerie adverse, prête à exécuter des tirs de barrage terribles. Cette considération ne peut cependant arrêter nos contre-attaques.

Autant je me suis élevé contre les attaques isolées, entreprises naguère sur un point quelconque du front, autant j'estime qu'en un moment pareil il ne faut hésiter devant aucun sacrifice.

Le terrain extrêmement couvert et coupé qui a été si favorable à l'attaque doit l'être également pour les contre-attaques, et la preuve en est dans le succès de celles que nous avons lancées dans la soirée du 26 février, dans la région de la ferme d'Haudromont.

C'est, d'ailleurs, cette nature spéciale du terrain qui a permis au 24^e brandebourgeois de pousser des éléments jusqu'au fort de Douaumont. Qu'on examine une carte un peu détaillée, et on constatera que cinq ravins aboutissent à six ou sept cents mètres du fort. Rien n'était donc plus facile que de l'approcher.

Quoi qu'il en soit, dans la matinée du 27 février, au moment où l'action a recommencé, notre front passait encore par la côte du Talon, la côte du Poivre, la ferme d'Haudromont, le plateau de Douaumont.

Il ne semble pas que les actions entamées dans la journée aient beaucoup modifié cette situation.

Les attaques de l'ennemi au centre sur le Douaumont sont enrayées, et les fractions qui ont pénétré sur le plateau sont bien pressées d'être cernées. Comment pourrout-elles se ravitailler ?

Quant à la côte du Talon à gauche, sa situation excentrique ne donnerait à sa perte qu'une importance très relative pour nous.

Mieux encore que les jours précédents, je crois devoir recommander patience et confiance à tous ceux qui me lisent, et en même temps je serai leur interprète en envoyant le témoignage de leur admiration aux braves soldats qui combattent avec tant de vaillance.

Général Verraux

mands plus que nous. Et même elle leur est beaucoup plus pénible à cause des mille privations qui aigrissent leur vie quotidienne. Ils voudraient déchirer enfin leurs liens. Ils voudraient avancer. Est-ce que cette explication ne vous suffit pas ?

Je conviens qu'elle est simple. Elle satisfait pourtant mon humble cerveau.

Albert Savarus

Le cas Hervé

Les socialistes ne sont pas très contents de la conduite politique de M. Gustave Hervé. Les plus intransigeants l'accusent d'avoir « nié la lutte de classes » et les moins doctrinaires lui tiennent rigueur d'avoir remplacé le titre de son journal *La Guerre Sociale*, qui constituait presque un programme, par celui de *La Victoire*, d'allure trop militaire à leur gré. Une « demande de contrôle » avait donc été déposée contre lui devant le Conseil fédéral de la Seine, premier acte d'une procédure qui, si la demande est admise, doit faire renvoyer la question à la Fédération de l'Yonne, d'où elle reviendra devant le Conseil national et ensuite devant le congrès annuel du parti.

Le Conseil fédéral s'est réuni, hier, pour prendre une décision. Pour se faire la main, les délégués ont commencé par exécuter impitoyablement les ecclésiastiques mobilisés, et à leur sens mal mobilisés, et les commerçants ou spéculateurs dont l'avidité nous vaut la vie chère. Ce n'est qu'après une longue discussion sur l'action parlementaire que

le « cas Hervé » a été délibérément mis en discussion.

Comme depuis quelque temps les séances socialistes sont plus secrètes que des conclaves et que la presse en est sévèrement exclue, rien n'a transpiré de la décision prise. Hier soir, à onze heures, notre confrère *l'Humanité*, pour l'organe officiel du Parti, déclarait ne rien savoir et ne rien avoir à publier sur cette affaire. Quant à M. Gustave Hervé, qui avait eu l'audace de faire défaut, il ignorait également quelle sanction ses camarades entendaient prendre à son sujet. Il nous a, du reste, paru s'en soucier médiocrement.

— Je vous assure, nous a-t-il dit, que rien d'autre, pour le moment, ne saurait m'intéresser que la grande partie qui se joue sous Verdun. Si vous le permettez, c'est vers elle seule que se tend mon attention ; tout le reste ne compte pas.

La remarque de M. Gustave Hervé nous a paru si judicieuse et répondait si bien à notre sentiment intime que nous nous sommes excusés de l'avoir dérangé.

Autour de Verdun

Le sens et le rôle

de la « seconde position »

Tout notre front est irrégulier et imprévu, dans son ensemble et dans ses détails ; nous en avons donné l'impression et comme la vision en racontant naguère notre récent voyage entre Meuse et Moselle (*Œuvre* du 25 février).

Sur les plans à 1/1000^e où nos états-majors dessinent en rouge et en bleu les réseaux vermiculaires des lignes adverses, on aperçoit tout aussi nettement que dans la réalité à quel point semble peu logique le dessin des fronts.

Des fronts ? Ne devons-nous pas dire : du front. Car il n'y en a plus qu'un.

Se souvient-on que, dans toutes les précédentes guerres et encore aux premiers mois de la nôtre, on avait l'habitude de fixer par des drapeaux épinglés sur les cartes les emplacements des principales forces ennemies ? Puis tout d'un coup l'on s'est avisé que le contact était presque absolu et continu : les petits drapeaux ont été remis dans les boîtes ; dès le 1^{er} novembre 1914, je me rappelle fort exactement que ce fut avec un unique gros filament de laine rouge, épinglé de place en place sur une carte murale, que je m'essayai à représenter les oscillations des deux armées. Les oscillations devinrent enfin si insensibles et intermittentes que tout le monde se mit à représenter par une seule ligne noire la zone étroite de ce qu'on pouvait appeler le prodigieux « corps-à-corps » des deux armées.

Et, comme dans le corps-à-corps, on ne peut choisir exactement sa position ni être maître de tous ses gestes. Il faut, pour saisir, surprendre, et finalement vaincre l'adversaire, tout conformer à ses propres gestes et à ses propres efforts. De là les sinuosités, parfois excentriques, de nos premières lignes ; elles pénétrèrent aussi loin qu'elles le peuvent ; les tranchées à ciel ouvert ne suffisent point ; les boyaux souterrains, les sapes et les mines, en s'enfonçant dans le sol, permettent à nos combattants d'envelopper, d'« empoigner » et de « terrasser » l'adversaire : dans cette lutte du sous-sol, le « terrasser », c'est l'« enterrer ».

Les premières lignes sont plusieurs, et elles constituent la « première position » : elles résultent donc de ce que les anciens auraient nommé la « destinée » et nos pères « le hasard » des batailles. Nos « premières positions » sont parfois très mal posées ; elles ont des « saillants » ou des « rentrants » qui sont la condition de l'avance lente et opiniâtre ; mais ce ne peuvent être des positions de toute solidité.

C'est à 4, 5 ou 6 kilomètres en arrière de la ligne de contact avec les lignes allemandes que nos chefs, stratèges si expérimentés, établissent maintenant la « seconde position ». On ne s'attend pas à ce que nous disions, ici, quels sont les principes qui an dirigent l'économie défensive ; mais c'est là le cœur de la défense de notre front ; c'est là que la topographie locale reprend tous ses droits et qu'une interprétation extraordinairement intelligente de cette topographie transforme un terrain, d'allure banale ou d'allure accidentée, en un bastion multilinéaire qui est en vérité imprenable. On peut et on doit choisir les emplacements favorables, et l'on fait maître du sol et dans le sol une fortification qui est par excellence calquée sur lui.

Telle est la grande vérité qui se dégage de la guerre nouvelle de ces derniers mois ; il convient que notre opinion publique en soit informée. L'opi-

nion a démontré chez nous une telle vaillance et une telle santé, même aux heures d'épreuve, qu'elle mérite, à coup sûr, d'être éclairée sur un ensemble de principes qui l'aideront à mieux comprendre les événements et à les interpréter avec une confiance indéfectible.

Les premières lignes étant considérées, comme secondaires, et les secondes étant dans les préoccupations des chefs les premières et les intangibles, n'aperçoit-on pas l'heureuse conséquence ? Mieux vaut temporairement sacrifier quelques centaines de mètres de toutes premières tranchées ou même trois ou quatre des lignes de la première position que de sacrifier trop de vies humaines à les défendre coûte que coûte !

On perd pour quelques jours quelques mètres carrés de terre, et on y gagne des hommes !

Si l'opinion n'avait pas risqué parfois d'être trop émue par des gains minuscules de l'adversaire en première position, certains chefs n'auraient-ils pas eu encore davantage le pouvoir de céder à la tentation dominatrice de leur pensée et de leur cœur : économiser par tous les moyens cette richesse incomparable du sang de notre race ?

Soyons tous, par la compréhension des conditions géographiques de la vraie guerre, des collaborateurs de nos chefs. La présente bataille de Verdun nous apporte l'occasion d'en fournir la preuve éclatante. Devant le flot renforcé des masses allemandes, nous nous sommes sagement retirés de ces premières lignes, dessinées par le hasard et qu'un bombardement surexcité tient toujours à sa merci. Nous laissons les ennemis user leurs hommes par milliers, en cherchant à sacrifier le moins possible de nos héros.

Qu'on relise les articles publiés ici même par le général Verreaux : « Autant notre position primitive était médiocre, dominée par des hauteurs qui l'entouraient en demi-cercle, les vues bornées par des bois, autant la position de repli me semble bonne. »

Cette position de repli, c'est la vraie, c'est la « seconde position ». Rien ne peut mieux nous aider à suivre avec une imperturbable sérénité la lutte violente de Verdun que cet enseignement fondamental qui m'a paru se dégager de ma visite sur le front de Lorraine.

Et si le haut commandement a donné l'ordre ultérieur d'abandonner les premières lignes même intactes du bord oriental, de celui qui s'avancait dans la Woëvre, n'est-ce pas une démonstration de plus que la « première position » est une simple position d'attente et d'attaque, et que la vraie ligne de bastions et de « ouvrages fermés » à toute épreuve est la « seconde position » ?

Jean Brunhes,

Professeur au Collège de France.

S'il échoue, que fera-t-il ?

Quelles peuvent être les pensées du Kaiser à l'heure où, visiblement, il joue devant Verdun sa dernière carte ? Trois perspectives s'ouvrent devant lui :

Où il est vainqueur.
Où il gagne seulement quelques kilomètres au prix de pertes épuisantes.
Où bien enfin il échoue.

S'il est vainqueur, la chimère reprend son vol vers les rêves de domination universelle. Nous connaissons ces rêves. Nous les avons lus dans les manuels germanistes.

Mais s'il gagne seulement quelques kilomètres chèrement payés en hommes et en munitions, il est improbable que le soin de sa gloire et le souci du moral de ses sujets lui permettent de se reposer. Il lui faudra recommencer aussitôt. Nous voici donc devant la troisième hypothèse : il a échoué ; que fera-t-il ?

On dit : « Il s'obstinera jusqu'au dernier soldat, et sa couronne est en jeu. » C'est possible, mais ce ne sera pas sans avoir d'abord essayé de lui tirer sans trop de dommage. Certes, il sait que pas un des pays de l'Entente n'acceptera de lui céder un pouce de terrain. Là-dessus les Coalisés seront solidaires. Mais il y a l'Autriche, que le bon vieux Dieu allemand semble avoir placée là comme fiche de consolation. Je parierais bien que Guillaume II s'est réservé cette porte de sortie. Il lui faut donner une pâture à sa meute allemande ? Il lui jettera son allié à dévorer !

Cette pensée n'est pas étrangère à la campagne de presse qu'il entretient dans la double monarchie pour la convertir à l'idée, déjà, d'une vassalité économique.

La *Neue Freie Presse* est chargée de travailler les industriels autrichiens ; le *Pester Lloyd*, les agriculteurs hongrois. A Prague, l'université, aussi boche et aussi peu tchèque que possible, multiplie les conférences sur les merveilles que produiront en Autriche l'initiative et les capitaux allemands. La monarchie danubienne est placée géographiquement pour servir de trait d'union entre Berlin et l'Orient ! Un âge d'or naîtra pour elle quand, toutes douanes disparues, elle obtiendra à bon compte les produits manufacturés de l'Allemagne, tandis qu'elle lui vendra librement ses céréales.

Le malheur est que ni les Bohèmes ni

les Hongrois ne semblent convaincus. A Prague, la Chambre de commerce vient de protester que les deux empires sont bien plutôt des concurrents que des clients réciproques. L'union douanière ne servirait qu'à l'Allemagne, qui produit tout à meilleur marché et en plus grande quantité.

En Hongrie, le comte Tisza, valet de la Prusse, ne rencontre pas un autre accueil. La récolte de 1914 a été mauvaise, celle de 1915 médiocre. La disette y est affreuse et la haine de l'Allemagne y fermente à gros bouillons.

Le Kaiser, devant Verdun, ne s'en obstine pas moins dans son idée d'un bloc économique austro-allemand. En cas de victoire, Prague et Pest n'auront qu'à s'incliner. En cas de défaite, cette agitation aura préparé les Allemands de Vienne à la servitude. Ils sont la poire pour la soif.

Maurice de Waleffe

Va-t-on supprimer les sous-secrétariats ?

Quand la France eut appris la démission de M. René Besnard, aucun regret ne s'éleva. Et M. René Besnard put faire cette constatation amère que les regrets sont comme les avions : il ne suffit pas d'être aviateur pour les voir s'élever...

Même l'opinion publique éprouva, de ce départ soudain, un tel soulagement qu'elle ne s'aperçut point que le jeune sous-secrétaire d'Etat avait, dans sa retraite, emporté son sous-secrétariat et que l'autorité militaire venait, sans tambours ni trompettes, de remettre la main sur un service qu'elle croyait avoir à jamais perdu. Un colonel prit la place de l'avocat. Cela se fit très simplement, presque en catimini : un tout petit décret annula du même coup la volonté que le Parlement avait manifestée naguère en votant les crédits des sous-secrétariats, et l'approbation unanime que le pays avait accordée à ce nouvel organisme, dont l'action devait se manifester sous toutes les formes d'une guerre industrialisée.

Voici qu'encouragés par ce premier succès, les ennemis des sous-secrétariats étendent leur campagne. Celui de l'aviation était défunt, c'est contre les autres qu'ils songeraient à diriger leurs coups. Mettant à profit le discrédit qu'un regrettable manque d'organisation et une incompétence flagrante avaient jeté sur le département ministériel de M. Besnard, ils voudraient aujourd'hui obtenir la condamnation même du principe des sous-secrétariats et ramener sous la férule du ministère de la guerre des services qui s'en étaient quelque peu affranchis.

Va-t-on l'accepter sans protestation ? Pour démontrer l'inutilité d'un système, il ne suffit pas d'avoir établi l'impotence d'un des hommes chargés de le pratiquer. Que M. Besnard n'ait pas été, en la circonstance, *the right man in the right place*, personne n'en veut douter. Tout le monde s'accorde à penser qu'un industriel ou un spécialiste de l'aviation eût été là bien mieux à son affaire. Mais qu'une erreur d'attribution se soit produite, qu'une faute initiale ait été commise, avons-nous le droit d'en conclure que tous nos sous-secrétariats — parce que l'un d'eux n'a pas donné tout ce qu'on en attendait — doivent être supprimés tous ensemble ?

Il y a deux jours, à propos de la taxation de l'avoine, la Chambre faisait à M. Thierry, sous-secrétaire d'Etat à l'Intendance, une ovation chaleureuse, qui, par delà ce modeste projet de loi, s'adressait à l'ensemble de l'œuvre accomplie et des services rendus. L'action de M. Albert Thomas sur la production de nos canons et de nos munitions est également de celles dont on se plaît à reconnaître l'efficacité : il est évident que les ententes intervenues à ce sujet entre les Alliés ont été largement facilitées par l'initiative et la personnalité parlementaire du sous-secrétaire d'Etat à l'Artillerie. Une direction militaire au ministère de la guerre aurait assurément obtenu des résultats moins rapides et moins brillants.

Alors ? Nous avons eu longtemps, chez nous, la déplorable habitude de nous laisser aller au dénigrement presque aussi aisément qu'à l'enthousiasme. Mais la guerre et ses dures exigences nous ont un peu corrigés. L'opinion publique, aujourd'hui, ne laisserait pas condamner une institution qui, en somme, a été plus bienfaisante que nuisible, et dont personne n'a discuté le principe. Ce n'est pas à l'heure même où elle souhaite la décongestion du ministère de la guerre, menacé d'étouffement par tant de paperasseries accumulées, qu'il faut priver le ministère de collaborateurs devenus indispensables.

Peut-être ne s'agit-il que d'un bruit sans consistance, d'une tentative imprécise et infructueuse. Nous voulons l'espérer. Il n'était tout de même pas inutile d'exprimer ici le sentiment très net du Parlement, de la nation et, vraisemblablement, de... M. Briand lui-même.

CONTRE L'ALCOOL

La Ligue nationale contre l'alcoolisme, qui prépare une série de grandes manifestations de propagande dans divers milieux, à Paris et dans les principaux centres industriels des départements, avait organisé hier après-midi, dans la salle des fêtes de la Bourse du travail, un grand meeting public auquel avaient été également conviés les adhérents et leurs familles de l'Union des syndicats de la Seine et de la Fédération ouvrière antialcoolique.

Le professeur Debove, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine et président de la Ligue, a remercié les assistants d'être venus en si grand nombre. M. Frédéric Riémain, secrétaire général de la Ligue, a exposé le but principal qu'allait poursuivre la Ligue et qui est la suppression des bouilleurs de cru. La réunion s'est terminée par une séance de cinématographie : « Les victimes de l'alcool. »

Montrez l'« Œuvre » à votre voisin

Hors d'Œuvre

TIERS-ETAT

On parle beaucoup, depuis le commencement de la guerre, des droits des locataires et des devoirs des propriétaires, comme s'il n'existait que ces deux classes de citoyens.

Or, il existe un tiers état qui est sans éclat, devenu tout-puissant, et dont le pouvoir occulte et insoupçonné dispose sans contrôle de l'honneur des riches, comme de l'existence même des humbles.

Je veux parler des concierges.

Avez-vous jamais réfléchi à tout ce que peut faire et défaire un concierge en temps de guerre ?

Le balai est un attribut allégorique. La puissance des loges n'est pas un vain mot.

Qui donc, d'un renseignement prononcé sans appel devant l'inspecteur de la mairie, fait accorder, refuser ou supprimer l'allocation de chômage des locataires de la maison ouvrière ?

Le concierge.

Qui donc décide, aux yeux de l'enquêteur envoyé par la société de bienfaisance, si telle famille est « intéressante » et mérite un secours en argent, ou un sac de charbon ou rien du tout ?

Le concierge.

Qui donc dissipe ou fortifie, aux yeux de la Sûreté parisienne, les soupçons éveillés par les allures et les relations du monsieur qui habite le premier étage et qui est citoyen suisse depuis la bataille de la Marne ?

Encore le concierge.

Qui donc fait l'opinion dans le quartier sur le compte de l'embusqué du rez-de-chaussée, qui n'a pas du tout de maladie de cœur, comme il le prétend ?

Toujours le concierge.

On frémit en pensant à ce qui pourrait arriver si tous les concierges n'étaient pas de braves gens, impartiaux, incorruptibles, infatigables dans la science du bien et du mal.

Et on se demande, à voir toutes les qualités qu'ils possèdent forcément, combien de locataires seraient dignes d'être concierges ?

ZETTE

Nous avons trop de munitions !

Aux environs de Paris, sur les deux communes de Villeneuve-Saint-Georges et de Crosne, il existe une vaste plaine dépourvue en partie de constructions et d'arbres.

C'est cette plaine qu'on a choisie pour établir des ateliers, en remplacement de ceux qui furent détruits par une récente explosion.

Or, si on avait quelque peu examiné le terrain à l'avance, on aurait constaté qu'il est à peine élevé de 60 centimètres au-dessus des eaux de la Seine et de l'Yerre, qui bordent la prairie.

Si on avait pris des renseignements, on aurait su que régulièrement chaque année cette plaine est inondée.

Mais on n'a pas examiné le terrain, on n'a pas pris de renseignements. L'inondation est venue comme par hasard ; l'eau, comme par hasard, est montée un peu plus haut que d'habitude.

Alors on s'est souvenu que les poudres, pour partir, ne devaient pas être mouillées.

Celles-là, on les a fait partir tout de même... en les enlevant sur des charrettes.

La vie chère

Par imprudence, une de nos lectrices avait mis le feu dans sa cuisine. Les voisins éteignirent rapidement le commencement d'incendie, mais les flammes avaient fondu quelques plombs.

Pour les réparations nécessaires, la locataire s'adressa à un plombier qui fit un devis de 33 francs. Ce chiffre parut exagéré à la dame ; à juste titre, car un deuxième plombier offrit de faire le même travail pour 25 fr. 50.

Mais on ne s'entendit pas immédiatement... Heureusement pour notre lectrice qui trouva dans l'intervalle un troisième plombier disposé à effectuer les réparations au prix de 7 fr. 50.

Et voilà un des secrets de la vie chère. Pour certains commerçants, la guerre, c'est l'argent des autres.

Distraktion

Un brave poilu qui, dans la vie civile, dirige une importante revue littéraire et musicale fait les cent pas sur le trottoir d'une gare en attendant le départ de son train auquel on ne se décide pas à atteler une locomotive.

Un officier fait la même promenade en sens inverse.

Les deux soldats se rencontrent. Notre confrère, qui a l'habitude, en marchant, de penser à un tas de choses, oublie de saluer son supérieur.

Nouvelle promenade, nouvelle rencontre, nouvel oubli du poilu qui n'a pas encore acquis une notion exacte de la discipline militaire.

L'officier étonné s'arrête et dit à son subordonné :

— Eh bien ! j'attends !...
— Moi aussi, répond simplement l'autre, en regardant d'un air découragé le train immobile.

L'officier ne put s'empêcher de sourire et s'en fut attendre à l'autre bout du quai pour éviter tout nouvel accroc à la discipline.

Les martyrs d'Alsace

LES ENFANTS

En 1871, à Versailles, M. William Jones, quaker anglais, demandait à Bismarck : « Comment ferez-vous, Excellence, pour dénationaliser l'Alsace ? » — « Nous leur prendrons leurs enfants, répondit Bismarck, et nous les élèverons dans nos écoles allemandes. Nous leur prendrons leurs jeunes gens, et nous les soumettrons à la discipline de notre grande armée allemande. »

J'ai montré, ces jours derniers, comment l'Alsacien était un poids mort pour l'armée impériale, quelle défiance il inspirait à ses officiers, quelles mesures de rigueur on prenait à son endroit, et comment, au milieu de ses ennemis, il savait mourir pour la France.

L'école, pas plus que l'armée, n'est arrivée à germaniser la jeunesse alsacienne. Bien mieux, par un étrange phénomène, cette jeunesse, en Alsace, était plus ardemment française encore que la génération qui l'avait précédée. Elle n'avait pas ressenti les douleurs de la guerre, l'invasion, la défaite ; elle ne connaissait sans cesse parler, en famille, toutes portes closes ; mais son esprit l'investissait, la pénétrait à son insu ; la France était celle qu'on regrette, celle en qui l'on espère, que l'on aime en secret, invisible mais présente.

En 1914, j'avais eu l'occasion, à maintes reprises, de parler avec des élèves de gymnases. Chez tous, j'avais trouvé les mêmes dispositions d'esprit : ils méprisaient leurs maîtres allemands ; leur pédante brutalité les révoltait. Tandis que les petits Germains trouvaient parfaitement naturel d'être traités de singe, d'idiot, d'os de veau ou de canaille, et d'encasser les taloches, les enfants alsaciens se raidissaient sous l'injure. Quand, en classe, le pédagogue parlait de la France, « pays pourri et décadent », ou de la ville de perdution située au centre « de la farce du pâté français » (l'île de France), quand il tournait en ridicule les parents des élèves, leurs petits poings se serrèrent, leurs yeux se gonflaient de larmes.

Ainsi l'école ni l'armée n'avaient atteint le but que leur avait assigné Bismarck. Moltke avait pensé assimiler l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne en cinquante ans ; or, fait bien caractéristique, quarante-quatre ans après la conquête les Alsaciens-Lorrains étaient plus éloignés de leurs vainqueurs qu'ils ne l'étaient lors de l'annexion et les jeunes générations qui n'avaient pas connu la France professaient pour l'Allemagne, grâce en partie à l'action de l'école et de la caserne, du pédagogue et de l'officier prussien, une haine farouche, une haine à froid.

On ne s'étonnera donc pas que, malgré le danger, malgré la guerre et tout l'appareil militaire qu'ils sentaient autour d'eux, les enfants d'Alsace n'aient pu souvent cacher leurs sentiments ou maîtriser leur colère.

Les Allemands ont été implacables pour eux. Ils n'ont pas hésité à faire passer en conseil de guerre des gamins de quatorze ou quinze ans et à les condamner. Ils l'ont fait avec d'autant plus d'empressement qu'en frappant les enfants, ils atteignaient la mère et le père.

Je connais peu de gestes plus touchants, plus émouvants que les gestes des petites mains d'Alsace. L'audace de ces jeunes âmes est une preuve nouvelle de la profonde empreinte que la France a mise en elles.

Le conseil de guerre siégeant à Mulhouse vient de juger le vigneron J.-B. Staub, d'Ammerschwiler, et l'a condamné à trois mois de prison pour avoir chanté dans la rue une chanson française et avoir dit ensuite : « Ce ne sont pas les Français qui ont déclenché la guerre, mais le voyou de Berlin ; oui, le voyou qui habite Berlin ! »

Avant de passer au cas de Jean Müller, négociant à Mulhouse, accusé d'avoir écrit dans une lettre : « C'est toujours la même histoire ; nous sommes des citoyens de seconde classe ! », on introduit le prévenu Jean Ingold.

Le prévenu Jean Ingold a tout juste quinze ans. C'est un petit bonhomme pas plus haut qu'une botte et, de son métier, élève de l'école réelle supérieure de Mulhouse. Son cas est grave : il a enlevé et déchiré le portrait de l'empereur qui se trouvait dans la classe, il a peint des drapeaux français avec l'inscription de « Vive la France ! » ; il a tourné en dérision les couleurs allemandes, alors que son père occupe un poste très lucratif comme fonctionnaire allemand » (notons ce détail)... Le conseil n'hésite pas à le condamner à un mois de prison !

Qu'on ne s'étonne pas de voir le fils d'un Alsacien fonctionnaire allemand manifester de tels sentiments. Déjà avant la guerre, de petits Allemands, fils de fonctionnaires, étaient fréquemment assimilés par leurs camarades indigènes et cette histoire est bien curieuse que racontait naguère M. A. Lichtenberger : « A Strasbourg, deux gamins, l'un Alsacien, l'autre fils d'immigré, se prennent de querelle dans la rue : « Cochon de Prussien ! » s'écrie le premier. Mais l'autre, de répondre, indigné et sincère : « Ce n'est pas vrai ! Mon père était prussien, mais, moi, je suis alsacien ! »

Le 16 janvier dernier, le conseil de guerre de Strasbourg, après avoir con-

danné à huit mois de prison Charles Zollner, ouvrier, pour avoir dit, « qu'il ne vivrait plus longtemps de l'argent allemand et qu'il espérait que les Français reviendraient bientôt », après avoir condamné Sanger et Lauffenberger, employés à la grande fabrique de locomotives de Grafenstaden, à trois et deux mois de prison pour « n'avoir nullement caché leurs sentiments antiallemands », fait comparaître devant lui le jeune Camille Baumann, de Guebwiller, accusé de « s'être servi de termes antiallemands en parlant de la guerre, qu'il disait n'être qu'une série d'assassinats en ajoutant : « A nous, Wackes aka « des pierres ! » — Deux semaines de prison, à titre d'avertissement.

En prison également, sur jugement du conseil de guerre de Mulhouse, Marcel Schneider, petit apprenti ferblantier, pour avoir déclaré qu'avant que les Allemands puissent prétendre de lui qu'il est mort au champ d'honneur, il se pendrait pour qu'ils puissent annoncer qu'il est crevé.

Même attitude chez les filles que chez les garçons, même hostilité à l'égard du « Schwobe ».

La petite Juliette Holstein de Farnet, 15 ans, comparait devant le conseil de guerre de Thionville pour avoir manifesté des sentiments antiallemands. L'accusée est condamnée à un mois et demi de prison. « Son jeune âge a été mis en calcul comme circonstance atténuante. »

La petite Gay, 16 ans, est condamnée à un mois de prison. Elle a traité des camarades de « sales Schwobes » et exprimé l'espoir que les Français entreraient bientôt à Strasbourg.

Les petites Gross et Broly, de Colmar, comparaissent devant le conseil de guerre extraordinaire de la ville pour « manifestation de sentiments antiallemands et approche illicite de l'ennemi ». — Vous pensez qu'il s'agit peut-être de tentative d'espionnage, de livraison de documents secrets ? Vous n'y êtes pas. Milles Gross et Broly ont été arrêtés pour « avoir répondu par des gestes de mépris à des baisers que leur envoiement des prisonniers français défilant dans les rues de la ville ».

On passe, en ce moment, la visite des jeunes gens de dix-sept ans en Alsace. A Mulzig, le 31 janvier dernier, nous raconte la *Weissenburger Zeitung*, un tout jeune homme poussé à plusieurs reprises, au cours d'une discussion, la cri de : « Vive la France ! ». Des soldats allemands se ruent immédiatement sur lui, l'un d'eux lui enfonce sa baïonnette dans le bas-ventre et le pauvre blessé meurt presque aussitôt.

Au début de la guerre, des crimes atroces furent commis. Des soldats allemands furieux d'être obligés de reculer incendièrent des fermes, entaillèrent celle du fermier B... Quand la ferme fut en flammes, B... sortit de sa cachette, il fut saisi, lié au tronc d'un arbre et fusillé séance tenante. Sa fille (quatre ou seize ans), sortit après lui de la maison en flammes, et fut tuée par un officier qui lui traversa la poitrine de son sabre (ce sont les termes mêmes du rapport). Les fils (quatorze ans) fut emmené à pied, en savates, vers B... où se trouvait l'étal-major allemand. L'enfant était à bout de forces ; ses pieds saignants étaient fendus. Il suppliait qu'on le laissât se reposer un moment. Les soldats l'adossèrent à un arbre et l'abattirent à coups de fusil. Les gens de B... plusieurs heures après, vinrent relever la victime et l'inhumèrent. Le cadavre de la jeune fille resta longtemps sans sépulture. Il ne reste plus, aujourd'hui, de cette famille, qu'un tout petit enfant et la mère qui est devenue folle.

Je ne voudrais pas terminer cet article sans parler de la mort héroïque du jeune Jasnout. Là encore je me bornerai à citer des documents allemands. Voici la traduction pure et simple du rapport du général bavaurois qui relate cette mort :

« Le 22 août, à Burgund, près de Sals-le-Marie-aux-Mines, les Allemands se présentant à l'entrée du village demandèrent au jeune Théophile Jasnout (dix-huit ans) si les Français occupaient quelques maisons du bourg. Sur la réponse négative du jeune homme, les Allemands s'aventurèrent dans le pays où ils furent accueillis par une très vive fusillade partant des premières maisons qu'occupait un petit détachement français.

« Après un violent combat, nos soldats se retirèrent. Les Allemands retrouvèrent le jeune homme le firent prisonnier. Interrogé, le jeune Alsacien déclara qu'il avait parfaitement connu la présence des Français dans une des maisons de Burgund et que c'est en connaissance de cause qu'il avait trompé les Allemands. Ceux-ci considérèrent que Jasnout, jeune allemand, avait commis un acte de haute trahison et décidèrent de le fusiller. L'exécution eut lieu à Borgheim. »

Quel besoin de commenter un tel document, dû à la plume du bourreau lui-même ? Quelle preuve meilleure pourrait-on avoir des sentiments français de l'Alsace puisque les enfants eux-mêmes y meurent pour la France, en toute simplicité ?

André Faure

Le commandant du « Monge »

Toulon, 27 février. — Le vice-amiral de Marolles, préfet maritime de Toulon, vient de recevoir la nouvelle officielle que son gendre, le lieutenant de vaisseau Roland Morillot, commandant le sous-marin *Monge*, a péri glorieusement à bord de son bâtiment le 29 décembre dernier.

DERNIÈRES NOUVELLES

Actions d'artillerie sur le front italien

Communiqué italien
Rome, 27 février. — On signale des actions efficaces de notre artillerie sur les grandes routes de la Haute-Rienzi et dans la vallée de Seebach, où des mouvements de troupes ennemies étaient signalés.
Sur le front de l'Isonzo, duel d'artillerie particulièrement intense dans le bassin de Plezzo.
Sur le mont Kuck (zone de Plata), une de nos batteries, par des tirs précis, a bouleversé les tranchées ennemies, forçant leurs défenseurs à prendre la fuite.
Nos détachements sont très actifs dans la zone de Montenero et sur le Carso.
Nous avons fait quelques prisonniers.
Signé : CADORNA.

EN ALBANIE

Les Italiens évacuent Durazzo et se concentrent à Valona
Rome, 27 février. (Note officielle.) — Malgré le mauvais temps qui dure encore dans le bas de l'Adriatique et, après que nos navires eurent réduit au silence les batteries ennemies et tenu sous leur feu les routes du littoral, toutes les troupes italiennes envoyées temporairement à Durazzo pour protéger l'évacuation des Serbes, des Monténégrins et des Albanais ont été embarquées et, sans aucun incident, transportées à notre base de Valona.
Le matériel de guerre encore utile a été également embarqué et le matériel ancien ou avarié, rendu inutilisable ou détruit.
Le sens de cette note est complété très heureusement par le *Giornale d'Italia* :
« Nos troupes, dit-il, abandonnent Durazzo où elles étaient allées uniquement pour rendre un grand service à la cause de tous les alliés. Durazzo représentait pour nous un point d'appui pour secourir les Serbes. Ce but ayant été atteint, il est naturel que tout le corps d'opération se concentre à Valona qui est pour nous, dans l'Adriatique, d'un intérêt de premier ordre et que nous tiendrons à tout prix. »

LE PORTUGAL SE FAIT MAUDIRE

« Gott strafe England ! »
Berne, 27 février. — Les journaux allemands enregistrent des dépêches d'Espagne suivant lesquelles les vaisseaux allemands saisis par le Portugal dans ses ports pourraient être utilisés par le gouvernement portugais.
Ils commentent ces informations avec véhémence et fureur. Ils qualifient l'acte du gouvernement portugais de violation criminelle du droit des gens et sont tout d'accord pour déclarer que, sans aucun doute, c'est l'Angleterre qui inspire le Portugal.
Les Dernières Nouvelles de Munich apprennent de source officielle que le gouvernement a adressé une protestation énergique au gouvernement portugais. On ignore encore si elle aura des suites graves, mais on ne croit pas que le gouvernement allemand se borne simplement à protester.

Vapeurs coulés

Le « Maloja », anglais et le « Birgit » suédois
Londres, 27 février. — Le paquebot anglais *Maloja*, de 12.800 tonnes, se rendait à Bombay avec 57 passagers et des correspondances postales, a coulé au large de Douvres ; il aurait touché une mine.
Des canots de sauvetage sont arrivés sur le lieu du sinistre.
Le bateau-amer *Empress of Fort William*, qui s'était arrêté pour participer au sauvetage des passagers du *Maloja*, a coulé en trente minutes, après avoir touché une mine. Son équipage a été débarqué.
On ignore le sort des passagers du *Maloja* ; trois cadavres ont été débarqués à Douvres et il y aurait des blessés recueillis à bord d'un bateau-hôpital. Il y a lieu d'espérer que le nombre des victimes n'est pas très élevé.
On déclare, en effet, en dernière heure, que la plupart des passagers et l'équipage sont sauvés.
Londres, 27 février. — Une dépêche de Douvres au Lloyd annonce que le vapeur suédois *Birgit*, de 1.120 tonnes, a coulé. Dix-sept hommes de l'équipage ont été sauvés.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Opérations en Egypte
Londres, 27 février. (Notifié par le ministre de la guerre.) — La colonne du général Lukin, composée de troupes du Sud-Afrique, de Yeomanry et d'artillerie territoriale, a attaqué, hier matin, les colonies ennemies à 15 milles au sud-est de Barrami.
L'ennemi complètement mis en déroute s'est enfilé ; la cavalerie poursuit les trahards.
A 4 heures de l'après-midi, une reconnaissance aérienne a indiqué la présence de l'ennemi à 8 milles au sud-ouest d'Agajia qui est toujours poursuivi.

Diminution de la natalité en Prusse

Bale, 27 février. — D'après la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, de nombreux discours ont été prononcés à la séance de la Diète prussienne sur la nécessité d'enrayer la dépopulation. Le conseiller Krohne a donné à l'Assemblée les statistiques établissant que la Prusse s'achemine vers la même situation que la France. Alors que, dans les années précédentes, le nombre des naissances s'était accru, le phénomène inverse se produit pendant la guerre actuelle et il y a encore aggravation après la paix par suite de la disparition des meilleurs éléments de la race.

Activité autour de Riga

Communiqué russe
Petrograd, 27 février. — Front occidental. — Duel d'artillerie et fusillade animée dans la région de Riga. On signale une heureuse activité de notre artillerie. Nos éclaireurs ont exécuté une hardie exploration près de Zede, au sud-est de Friedrichstadt, où ils ont attaqué sans coup de feu des postes allemands, et ont passé à la baïonnette de nombreux ennemis.
Près d'Ilukst, une lutte obstinée continue pour la possession de retranchements.
Front du Caucase. — Au cours des derniers jours, nos détachements ont poursuivi avec acharnement les Turcs sous une violente tempête de neige ; ils sont plongés dans la neige jusqu'à la poitrine.
Perse. — Nos troupes, délogeant l'ennemi d'une série de positions, ont occupé la ville de Kermandah.

A CONSTANTINOPE

Les Turcs déportent, les Allemands expulsent
Athènes, 27 février. — La *Neahellas* dit apprendre de bonne source que les Jeunes-Turcs ont arrêté, depuis la mort d'Izzeddin, plus de trente personnes jugées suspectes, notamment Halib bey, ancien président de la Chambre, député de Magnésie, Ziabey, haut fonctionnaire de la Sublime Porte, et d'autres fonctionnaires qui ont été déportés en Asie.
On annonce de bonne source que les Allemands précèdent au remplacement des employés hellènes de toutes les maisons et entreprises allemandes de Turquie.

A la Diète de Prusse

Causerie amicale pleine de promesses
Genève, 27 février. — Pendant la discussion du budget, au Landtag prussien, le député socialiste Hoffmann attaque violemment le gouvernement en déclarant : que les règlements de police sont beaucoup trop nombreux ; que la population est soumise à toutes sortes d'exactions ; que le peuple sert simplement d'enclume ; que le gouvernement met en œuvre l'appareil gouvernemental pour corrompre l'opinion ; qu'il n'existe pas de plus grande injustice que le système électoral prussien ; que les représentants de la classe ouvrière en ont assez d'être traités en parias et en outlaws ; en fin que le peuple attend toujours la réalisation des réformes électorales.
M. Zedditz, député conservateur, répond que les ouvriers ont les mêmes droits que les citoyens de toutes les autres classes. (Rires chez les socialistes.)
M. Liebkecht s'écrie : « Vous mentez sciemment. »
M. Zedditz continue en ces termes : « Ce que les socialistes demandent, est une injustice ; il est de l'intérêt de la nation de ne pas donner aux ouvriers de l'Etat le droit de coalition et de grève. » (Cris d'indignation chez les socialistes.)
M. Zedditz ajoute : « Le gouvernement ne doit pas soumettre au Parlement un projet de réforme électorale avant de s'être entendu avec les partis. Il faut nous appliquer à trouver bientôt un terrain d'entente. »
Les socialistes crient : « Nous vous y forcerons. »
M. Zedditz réplique en s'adressant aux socialistes : « Nous n'avons pas peur ; si vous agitez les masses populaires, nous trouverons la réponse qu'il faut. » (Bruit sur les bancs des socialistes qui crient : « Des canons ! »)
Le député socialiste Hoffmann déclare que ceux qui ont combattu dans les tranchées n'auront pas peur du sabre du général.
La discussion est close au milieu d'une grande agitation.

M. Wilson et l'Allemagne

Amsterdam, 27 février. — La *Gazette de Cologne*, sous le titre : « Wilson se démasque », écrit : « La lettre de M. Wilson à M. Stone dévoile une attitude qui, selon nous, ne laisse plus aucune place aux négociations et conduit à cette conclusion que nos ennemis n'ont plus qu'à placer un Américain protecteur à bord de leurs navires marchands pour jouir d'une sécurité parfaite contre nos sous-marins et que, par contre, ces navires marchands peuvent les attaquer sans courir aucun risque. »
« C'est non l'Allemagne, mais les ennemis de l'Allemagne qui ont changé l'ancienne loi en armant leurs navires marchands et M. Wilson devrait diriger ses accusations plutôt contre eux. »
Le même journal conclut ainsi : « Après cette déclaration, dont nous ne nions pas l'importance, M. Wilson est ou bien un doctrinaire obstiné poursuivant un principe jusqu'à la folie ou simplement un partisan de l'Angleterre qui va, dans sa partialité, tenter son pays dans la guerre. »

Les Allemands capturent des esclaves

Athènes, 27 février. — On mande de Salonique que la misère, surtout dans les campagnes, est très grande en Serbie. Néanmoins, les Allemands réquisitionnent tout pour leurs troupes.
La *Patris* apprend qu'ils ont décidé de transporter en Allemagne quinze mille paysans serbes pour les utiliser aux travaux de culture.

LE BOMBARDEMENT DE SMYRNE

Athènes, 27 février. — La *Patris* apprend que le dernier bombardement aérien de Smyrne par les alliés a détruit les installations de l'aérodrome turc avec les appareils existants.

La bataille de Verdun

OPINIONS DU DEHORS

Les Italiens apprécient

Le *Giornale d'Italia* : « Les Allemands, demande le colonel Barone, réussiront-ils dans leur intention ? Nous le verrons bientôt, mais les progrès accomplis jusqu'ici et les pertes trop graves subies permettent d'en douter.
« Peut-être, avant longtemps, penseront-ils eux-mêmes que tant de sang versé méritait un résultat plus grand. »
Le *Corriere d'Italia* : « Quelques villages, quelques lignes de tranchées ont été occupés, mais cette occupation ne produit aucun changement réel à la situation.
« Le front français, que les Allemands veulent percer est resté jusqu'ici intact, puisqu'aucune solution de continuité ne s'est produite dans le repliement des défenseurs. De tout ce que nous savons on peut déduire, pour le moment du moins, que l'offensive allemande est loin d'atteindre le but pour lequel elle avait été commencée. »
L'*Idea Nazionale* : « Le fait que toutes les attaques prononcées du 22 au 25 février n'ont subi aucune interruption, ni de jour, ni de nuit, tandis qu'elles ont cessé dans la nuit du 25 au 26, est symptomatique ; cette première pause ne milite pas en faveur de cette entreprise hasardeuse et prouverait que l'état-major allemand ne croit pas possible un effort ultérieur sans une préparation nouvelle et plus considérable. »

Les Américains supputent

New-York, 27 février. — Le *New-York Times* pose le principe que les Allemands ne peuvent pas se permettre une lutte d'usure contre les Français, parce que le temps et les ressources sont en faveur des Français.
L'espoir allemand est donc dans l'offensive et, à moins que les Allemands n'aient grandement changé leurs procédés, ils doivent dépenser actuellement des vies humaines dans la proportion de 5 allemands pour 1 français. Leur offensive est une manifestation audacieuse, car, pour eux, un échec devant Verdun serait désastreux.
L'*Evening Sun* constate le calme de Paris et de Londres ; selon lui, Verdun pourrait être en ruines comme Ypres et tenir comme Ypres a tenu. Ce sont les tranchées qui comptent et les Allemands n'ont pas encore fait de brèche dans les fortifications de campagne.
Le *New-York World* écrit que l'offensive allemande a forcé les Français à céder du terrain, mais qu'elle « a été impuissante à briser la ligne principale de défense. La victoire n'existe donc pas. Il semble que le réel avantage consiste moins dans l'étendue du territoire conquis que dans le chiffre des pertes subies ; à moins que les Allemands n'infligent aux Français des pertes bien plus considérables que les leurs, le résultat sera négatif pour les Allemands. »

LES MATINÉES NATIONALES

La vingtième matinée nationale a eu lieu hier après-midi, à la Sorbonne, devant un public nombreux et choisi.
La conférence traditionnelle a été faite par M. l'ingénieur Desson, un des dix otages nationaux récemment libérés, qui a parlé de la façon dont sont traités les otages en Allemagne.
Mme Simone a dit ensuite avec art un poème important intitulé : « L'arrêt sur la Marne ». Une partie musicale a clos la cérémonie.

L'ABBE WETTERLE A LYON

On mande de Lyon que l'abbé Wetterlé a fait hier dimanche, devant un auditoire de plus de trois mille personnes, une conférence accueillie avec un enthousiasme chaleureux.

L'explosion de Boulogne

Le pharmacien major de première classe Thomassin, grièvement blessé vendredi, au cours de l'explosion qui s'est produite dans une usine d'air liquide de Boulogne-sur-Seine, est mort au Val-de-Grâce.

TRÈS JUSTE, MAIS...

On nous communique la note suivante :
« Par suite des nécessités militaires actuelles et de la suspension de la navigation, des wagons ne pourront être mis pendant quelque temps à la disposition du commerce que dans une mesure très restreinte. »
« Le public comprendra que les intérêts de la Défense Nationale doivent primer tous les intérêts particuliers et il acceptera avec une patriotique abnégation le nouveau sacrifice qui lui est imposé. »
« Il est tout naturel que les intérêts de la Défense Nationale prennent tous les autres. Mais, nous demandons que cette mesure, devant laquelle chacun s'incline en ce moment, ne serve pas aux compagnies de chemins de fer de prétexte pour somnoler lorsqu'elle sera devenue sans raison.
« Les intérêts du commerce ne sont pas exclusivement des intérêts particuliers et tout le pays pâtirait si les moyens de transport étaient indéfiniment paralysés. »

UN AMI FIDÈLE

Le plus fidèle ami du général Boulanger, M. Louis Barbier, vient de mourir à Pau, à l'âge de soixante-treize ans. C'est lui qui fut l'exécutif testamentaire de l'ancien ministre de la guerre et qui garda jusqu'à sa mort, en l'enveloppant de soins touchants, le fameux cheval noir « Tunis » célèbre depuis la revue de Longchamp.

L'« Œuvre » militaire

Deux poids, deux mesures

Le ministre de la guerre a interdit formellement les faveurs, les passe-droits et les recommandations ; il sera sans doute surpris d'apprendre que les passe-droits sévissent toujours et, qui mieux est, se couvrent de son autorité. Signalons-lui celui-ci :
On a créé, pour fournir des sous-lieutenants, des cours à Saint-Maixent, à Joinville, à Saint-Cyr. Ceux qui prirent part au concours y étaient conviés et admis comme E. O. R. (élèves officiers de réserve). Saint-Maixent était réservé aux candidats des classes anciennes ; les deux autres aux jeunes gens de 1915 et 1916. Tous espéraient être nommés officiers en quittant les cours.
Quand les candidats furent reçus au concours d'entrée, leur ordre de mise en route les désigna comme E. A. (élèves aspirants). Ce n'était pas sous ce titre qu'ils avaient passé leur examen. Croquant qu'il y avait malentendu, ils réclamèrent. On leur répondit que, dorénavant, il ne serait plus créé de sous-lieutenants ailleurs qu'au front et que les jeunes gens des trois écoles, une fois nommés aspirants, devaient aller gagner leur épaulement au feu. C'était militaire. C'était logique. Tous s'inclinèrent. Sur 900 élèves, 390 sortirent aspirants après quatre mois de cours. Les autres rentrèrent dans les corps comme caporaux ou soldats.
Jusque là, rien d'anormal ; mais quelle ne fut pas la surprise de tous ces jeunes gens en apprenant que, pendant qu'ils trimaient durement pour gagner leur modeste ficelle, un cours d'élèves officiers s'installait silencieusement, on

pourrait presque dire sournoisement, à la Valbonne.

Pour y entrer, pas de concours ; des « services exceptionnels » suffisaient. C'est là un terme qui en dit assez pour que je n'aie point besoin d'insister. Les bénéficiaires de ces services exceptionnels, dont certains, mobilisés simplement depuis avril 1915, n'avaient jamais été au feu, firent six semaines de stage à la Valbonne, puis furent nommés sous-lieutenants. Alors que devient-elle, la règle, juste et équitable — à condition qu'elle soit générale — en vertu de laquelle on doit gagner ses galons d'officier au feu ? Pourquoi cette inégalité de traitement qui soulève un étonnement non dépourvu d'ironie chez ceux qui en sont bénéficiaires, et qui, chez les autres, dont certains ont leur brevet de chef de section depuis longtemps, engendre le découragement ?

Mortimer Mégrét

RÉPONSES

A. M. 1914. — Cette affectation est irrégulière. Régulièrement, ils ne devraient pas être pris.

E. V. S. — Non. Vous n'y avez droit que depuis le 1^{er} janvier dernier.

Engagés spéciaux sur le front. — Vous faites erreur. Ces hommes ne peuvent pas souscrire d'engagements spéciaux.

P. D. 1901. — Vous repasserez le 15 avril 1916.

Mort d'un général

Le général de division du cadre de réserve Lanfy, vice-président de la Société de secours aux blessés militaires, vient de mourir en son domicile, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les idées qui passent...

Verdun

Espoir et confiance, telles furent dans la presse et dans l'opinion les deux paroles d'hier. Tous les journaux reproduisent les mâles visages des généraux Herr, Pétain, Roques, que les Français scrutèrent avec la même attention passionnée que les cartes de Verdun et des forêts de Woëvre.

Du général Cherfils (Echo de Paris) :

Si le point de l'attaque des Allemands est bien choisi, elle se doit heurter à l'obstacle des forêts de Verdun. Leur défense prolongerait notre résistance.
Cette circonstance nous permettrait de manœuvrer des armées de réserve et de prononcer contre l'ennemi, épuisé par son effort, une contre-attaque décisive, au moment où, se croyant victorieux, il déboucherait péniblement d'un terrain bouleversé.

Il n'est pas impossible que ce point d'interrogation hante l'esprit du généralissime, qui doit se souvenir de son retour offensif de la Marne ! S'il n'y a pas de notre part un parti pris de manœuvre en retraite dans le but d'amener l'ennemi sous les coups de nos contre-attaques, je ne crois pas que les Allemands arrivent à s'approcher des défenses immédiates de Verdun. Les batailles actuelles, sur des lignes de défense échelonnées, ne peuvent réussir que du premier coup, par surprise. L'effet de surprise passé, le défenseur a le temps de barrer la route à l'assaillant épuisé par son effort. Nous avons obtenu deux fois, à notre avantage, cet effet de surprise, le 9 mai et le 25 septembre.

De Polybe (Figaro) :

Un escarmouche qui recule, sans blessure, comme Horace, ou avec de légères blessures, c'est l'un des plus redoutables adversaires qui soient. Remplacez « escarmouche » par « front » ; la comparaison, qui n'est pas une métaphore, est exacte, rigoureusement. Un front qui recule, ce n'est pas un front crevé. Les Allemands ont essayé de nous tromper. Même un succès ne payerait pas les pertes dont l'horreur épouvante nos propres artilleries. Notre ligne de bataille n'a pas été disloquée.
C'est entre ces deux points principaux (la côte du Poivre et les contreforts de Douaumont) que la bataille a fait rage, pendant toute la journée d'hier, avec un acharnement extrême. Toutes les attaques allemandes, furieuses, répétées, ont été repoussées à l'ouest, Douaumont, à l'est, perdu dans la matinée, a été repris quelques heures après, puis vigoureusement dépassé. « A minute décisive, peut-être, aura été celle-ci. On le saura aujourd'hui, demain. Le vent de la victoire se sent comme celui de la mer... »

Du Gaulois :

La stratégie française a donc consisté à se replier méthodiquement sur de nouvelles positions, au fur et à mesure que les anciennes devenaient intenables sous le feu meurtrier de l'adversaire. Pour éviter des sacrifices inutiles en hommes, le haut commandement n'a engagé, dans cette lutte gigantesque, que les effectifs nécessaires et indispensables pour entraver la progression de l'ennemi. Celui-ci, au contraire, n'a pas ménagé ses forces dans les assauts réitérés qu'il a tentés contre nous et les pertes terribles qui en ont résulté les ont considérablement affaiblies, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral.

Du Radical :

En somme, on ne peut rien préjuger encore des résultats de la bataille : si l'attaque continue tout aussi violente, alimentée par des contingents sans cesse renouvelés, les nôtres résistent avec un acharnement proportionnel ; notre artillerie riposte sans relâche au bombardement de l'ennemi, dont le principal avantage actuellement réside dans la possibilité acquise d'ouvrir le feu contre la ville, ses batteries lourdes pouvant s'installer à distance efficace de tir du corps de place. Par contre, nous pou-

vons tirer argument en notre faveur du fait que, si forte qu'ait été la ruée allemande en matériel humain et en engins d'appui, elle n'a pu rompre nos lignes. Attendons d'un cœur ferme la suite des événements ; nous en sommes à la phase de la parade, nous allons voir venir celle de la riposte. Où cette dernière se produira-t-elle ? C'est le secret du commandement.

De M. A. Milhaud (Rappel) :

Il ne semble pas possible que la manœuvre allemande laisse inerte le reste du front et que la répercussion du déclenchement allemand ne se fasse pas sentir ailleurs. Ce serait un fait vraiment curieux qu'une possibilité de mouvements consécutifs ne puisse se manifester ensuite.
Mais il n'est pas opportun de pousser plus loin l'examen de la situation stratégique. La seule chose qu'il importe de souligner, c'est que, malgré la puissance des opérations engagées devant Verdun, ces opérations n'ont qu'un caractère partiel ; elles ne mettent en jeu qu'une fraction des forces ennemies, qu'une fraction de nos forces.

Après la chute de Maubuge, la guerre prit une allure nouvelle : nous pouvons imaginer que l'amplitude des mouvements en 1916 résulterait d'un événement identique. La bataille de la Marne est un souvenir bien fait pour nous encourager. La bataille de Verdun peut provoquer le brisement de l'ordre statique actuel. Elle ne doit pas, quelle que soit son issue, troubler notre confiance.

De M. Clemenceau (Homme enchaîné) :

Nous avons la mer, nous avons l'argent, nous aurons, de plus en plus, tous les hommes qu'il faudra, donc le choc décisif ne sera possible que lorsque nous en serons arrivés à cette idée, trop simple pour certaines intelligences, que nous devons nous concentrer pour agir efficacement contre un front ennemi trop étendu, sur lequel, au moins, le kaiser sait manœuvrer. Trop de nos hommes, encore, tombent. Mais France, Angleterre, Russie, Italie, avec un bel apport de grandes colonies sont là pour fournir les remplaçants. Encore et encore. Une meilleure préparation est épargnée je ne sais quel chiffre de vies humaines. Nous compterons plus tard pour les leçons à venir. Toutes les fautes se payent. Nos fils se présentent, sourire aux lèvres, pour payer. Et nous payerons aussi, nous, civils, de tout sexe et de tout âge. Nous apporterons notre tribut de souffrances et d'inébranlable courage, grâce auquel nos frères et nos fils ne seront pas tombés en vain.
C'est pourquoi, confiants en nous-mêmes, et sûrs de maîtriser la destinée, nous écoutons, dans le calme des résolutions définitives, le canon de Verdun.

Loisirs d'auxiliaires

De M. Jean Pictave (Opinion) :

Il est vrai que, de leur côté, certains chefs de service, pour justifier leur rôle et accroître leur importance, prennent plaisir à s'entourer d'un personnel très supérieur au nécessaire. Les heures qu'ils lui font perdre ainsi n'en sont pas moins strictement contrôlées. On assiste alors au spectacle de centaines d'hommes dont le découragement atteint des proportions si ahurissantes que, pour échapper au spleen de l'inaction totale, ils s'entraînent à écrire de la main gauche. Parfaitement ! J'ai connu un homme de parfaitement à qui, avant la guerre, était à la tête d'une grosse industrie, et qui, mobilisé comme auxiliaire, faisait, non sans humiliation, l'aveu de cette extrémité où l'avait réduit le vide des interminables journées à peu près inoccupées. Main-d'œuvre gratuite ! Il avait cependant fermé sa maison...
Le temps c'est de l'argent, maintenant plus que jamais. On nous a beaucoup parlé de récupération depuis le début de la guerre ; si nous songions un peu à récupérer tant d'heures perdues ?...

Comment trouver un mari après la guerre ?

Une jeune femme, de talent fin et qui a déjà fait ses preuves (car la *Comédie douloureuse* est un roman attachant), Marie Laparcerie vient, en une élégante plaquette parue chez l'éditeur Méricant, d'aborder ce problème inquiétant. La guerre lui a chaque jour des fiancés. Nos jeunes Françaises seront-elles donc condamnées au célibat, faute de maris ? La question est d'ordre sentimental, économique et social, car, pour que la France vive, il faut qu'elle ait des enfants ; et, pour avoir des enfants, il faudra bien tout de même que nos filles se marient.

Comment trouver l'époux, après la guerre, et, l'ayant trouvé, comment le garder ? voilà ce que Marie Laparcerie, en son aimable et sérieux petit ouvrage, essaie d'expliquer à ses lectrices, les jeunes filles de France et leurs mères. Nous donnons ici un extrait de ce livre :

Je crois qu'une France nouvelle et grande naîtra des heures que nous vivons... Je crois que, purifiée par l'héroïsme de ses fils, ramenée au sens de la vertu et du beau, elle se tournera plus volontiers, désormais, vers ce qui est moral et sain.

Il se pourrait alors que la demoiselle pimpante et provocante des bals et des villes d'eaux fût « mal portée ». Je ne dis point que l'amour cessera d'être aveugle ; du moins verra-t-on aussi le mérite et la réserve triompher souvent.

Nos héros qui auront frayé avec la mort si longtemps, et dont beaucoup reviendront fatigués, blessés ou mutilés, dans notre beau pays enfin reconquis, auront le désir impatient de se réfugier près de la femme, de goûter à ses côtés la tendresse dévouée qu'elle leur dispensera.

C'est dire qu'ils éviteront l'inconstance et la coquette, pour tendre leurs mains vers des fiancées susceptibles de leur assurer la quiétude que, là-bas, dans leur enfer, ils escomptent déjà, j'en suis sûre.

Adoucissez votre voix, vos regards, vos gestes, naturellement doux, pour conquérir ces grands enfants qui auront l'âme endolorie des malades.

Qu'ils pressentent en vous la future épouse, consciente de sa tâche, et non point l'évaporée qui ne voit dans le mariage que le moyen de s'arracher à la tutelle des parents pour s'affranchir près du mari.

Qu'ils soient aussi confiants en votre naturelle honnêteté.

L'idée d'être trahi par leur femme fut de tout temps la terreur des époux. Même quand ils n'ont plus pour elle qu'un sentiment d'amitié, voire d'indifférence, tout leur être se révolte contre la suprême injure ; quand ce n'est pas l'amour qui proteste en eux, c'est l'égoïsme sentiment du propriétaire se sachant volé.

Plus que jamais, je crois, les fiancés seront désireux de s'attacher une compagne de tout repos et de l'ideal avec Henry Bataille : « On dit que l'ideal du mariage est de ne faire qu'un... Toute mon ambition, à moi, est de ne faire que deux. »

Les maris de demain seront loin, explique judicieusement notre auteur, de faire fi d'une femme qui exerce un métier :

C'est parmi celles-là que, de plus en plus, les hommes choisiront leur compagne. Ils les préféreront aux désœuvrées qui n'ont d'autre fortune que leur beauté et les habitudes de luxe prises pour parer cette beauté, en vue de capter les époux.

Tant de carrières s'ouvrent aux femmes, par surcroît, qu'il vous est facile d'en choisir une dont l'égalité vous relève à vos propres yeux et vous distingue de la classe ouvrière, si tant est que vous mettez votre orgueil à en être distinguée.

Il est vrai, le rôle naturel de la femme serait de rester au foyer ; mais puisqu'il convient de le créer avant tout et qu'on y parvient plus sûrement par le travail, à défaut de fortune, il n'y a qu'à considérer

celui-ci comme un moyen transitoire dont on peut tout espérer, ainsi que je l'ai expliqué au début.

Et puis, malgré les préjugés établis, les considérations erronées dans lesquelles on s'obstine encore, l'esprit français n'en est pas moins ouvert aux idées nouvelles.

Une femme avocat, une femme médecin, éveillent autour d'elles une sympathie qui n'empêche pas la considération.

Il n'y a donc pas à craindre que le fait de suivre une carrière jette un discrédit sur votre moralité, à condition, bien entendu, que vous ne donniez pas lieu à la médisance de s'aguiser sur vous.

Une jeune fille qui veut se garder trouve partout le moyen de le faire ; et quand elle porte vraiment en elle l'esprit d'honnêteté, elle sort indemne de la flamme qui peut la surprendre et l'éblouir un instant, mais qui ne l'atteint pas.

Les Pouvoirs publics et l'Armée

M. Albert Mathiez, professeur à l'Université de Besançon, dont nos lecteurs ont pu apprécier déjà la science et la valeur, vient de publier, sur la victoire en l'An II, un livre d'un intérêt très actuel, comme on en pourra juger par ce chapitre :

Le Comité de Salut Public et les généraux

Les valets intellectuels de S. M. prussienne, qui prétendaient nous connaître parce qu'ils avaient amassé sur nous des monceaux de fiches, ont éprouvé, il y a un an, la plus amère déception. L'union sacrée les a frappés de stupeur. Ils sont encore à comprendre comment les militants les plus ardents de la C. G. T., ceux qui s'étaient fait connaître par leur fougue antimilitariste, se sont signalés aux tranchées par le plus noble héroïsme, ont mérité galons, citations et croix de guerre.

Patriotisme et militarisme sont pourtant des choses assez différentes entre lesquelles un cerveau moyen, fût-il teuton, pouvait saisir une nuance. L'histoire, d'ailleurs, était là pour apprendre aux étudiants à lunettes que ce n'était pas la première fois dans ce pays que les partisans avérés de la paix entre les nations et les ennemis résolus de l'armée professionnelle avaient mérité la mort pour la défense du sol national. Les pacifistes de la veille s'étaient montrés les plus résolus aux heures les plus désespérées. Ils avaient attaché le gouvernail aux mains incertaines des « compétences » et ils avaient forcé la victoire comme en 93, ou du moins sauvé l'honneur, comme en 71.

Des douze membres du grand Comité de Salut public, qui sauva la France en l'an II, il n'y en a pas un seul qui n'aurait hautement ses sentiments antimilitaristes.

L'incorruptible Robespierre s'était opposé avec un courage et une clairvoyance superbes à la politique belliqueuse des Girondins. Nul plus que lui ne se défiait des généraux. Il prévoyait la dictature militaire au bout des conquêtes. Et pourtant il conduisit la guerre avec la vigueur la plus inflexible. Négocier avec un ennemi victorieux lui paraissait une pensée impie qui le révoltait.

Le farouche Billaud-Varenne, à la veille de la glorieuse campagne de 1794, jetait, le 1^{er} floréal an II, cet avertissement à la Convention : « Quand on a douze armées sous la tente, ce ne sont pas seulement les déficiences qu'on doit craindre et prévenir ; l'influence militaire et l'ambition d'un chef entreprenant, qui sont tout à coup de la ligne, sont également à redouter ; l'histoire nous apprend que c'est par là que toutes les républiques ont péri... Tout peuple jaloux de sa liberté doit se tenir en garde contre les vertus mêmes des hommes qui occupent des postes éminents. C'est la confiance aveugle qui enfante l'idolâtrie et c'est l'idolâtrie qui égare l'amour-propre, qui éveille l'ambition, qui corrompt les âmes faibles et disposées à devenir victorieuses... Le gouvernement militaire est le pire après la théocratie... »

Saint-Just, qui savait payer de sa personne au premier rang des soldats, était hanté comme Billaud par le spectre du Césarisme. Voici quelques-unes de ces formules qu'il frappait en médailles : « On ne fera l'éloge des généraux qu'à la fin de la guerre. » — « Le généralat est sans sympathie avec la nation. » — « Le généralat appartient encore à la nature de la monarchie. »

La première chose que le Comité de Salut Public exigea des généraux fut l'obéissance passive à ses ordres. Il arrêta, le 22 février 1794 (4 ventôse, an II), que tous les généraux lui écriraient tous les jours pour donner un aperçu succinct de la situation de leurs armées. L'arrêté est de la main de Saint-Just. Déjà les généraux avaient reçu une instruction célèbre qui leur traçait leurs devoirs avec une rude franchise : « Généraux, si nous aimons à reconnaître les services que quelques-uns d'entre vous ont rendus, nous ne dissimulons pas aux autres les fautes qu'ils ont commises. On a crié à l'insubordination des soldats ; l'insubordination des généraux est ce qui a fait le plus de tort à la chose publique. Aucun n'a fait, pour s'attacher au plan unique, le sacrifice de son amour-propre. Presque tous se sont jetés dans des plans particuliers soit par manie malentendue de gloire personnelle, soit par avidité de pouvoir, soit par révolte, soit par impéritie. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont eux-mêmes soumis à une discipline sévère que le gouvernement exerce sur eux. »

« Dans un Etat libre, le pouvoir militaire est celui qui doit être le plus astreint. C'est un levier passif que ment la volonté nationale. Nous répétons cette vérité à des hommes qui doivent la connaître, s'ils sont républicains, et qui s'honorent sans doute de cet assujettissement, puisque l'intérêt de la liberté et les principes le commandent... »

« L'impulsion donnée au nord à son contre-coup au midi, celle imprimée au centre se fait sentir aux extrémités, etc. Il suit de là que, dès qu'un général sort des instructions qu'il a reçues et hasarde un parti qui paraît avantageux, il peut ruiner la chose publique par un succès même qui ne serait que de localité ; il rompt l'unité des plans, il en détruit l'ensemble, il fédéralise le système militaire. »

Ce qui met le dernier sceau à ces considérations, c'est l'expérience. On a remarqué que le succès a toujours suivi l'obéissance aux arrêtés du Comité, que les revers étaient nés de leur inexécution. Généraux, le temps de la désobéissance est passé. »

Ce n'était pas là de simples phrases. Les sanctions étaient au bout. Les destitutions, souvent suivies d'un internement dans une ville de l'intérieur, les emprisonnements et le tribunal révolutionnaire attendaient les récalcitrants ou les incapables. Vaincre ou mourir, l'alternative fut prise à la lettre.

Avant l'obéissance passive du haut commandement à l'ordre du jour, les antimilitaristes du Comité de Salut Public purent organiser la victoire et commander le succès.

L'Araignée du Kaiser

Nos lecteurs connaissent ce feuilleton, *L'Araignée du Kaiser*, qui les amusa durant des semaines.

Mais ledit feuilleton venant de paraître en volume chez Payot (et vous le placerez dans votre bibliothèque entre les Jules Verne de vos enfants et la série de vos romans de Wells), le moment n'est pas inopportun pour dire que *L'Araignée du Kaiser* est une des imaginations les plus étonnantes de notre temps.

En son cerveau se dosent et s'équilibrent divers mérites qu'on trouve rarement juxtaposés : un bon sens très fin, une faculté d'observation suraiguë, et le don poétique, lyrique des inventions mathématiquement échevillées. Il y a en lui du Sterne et de l'Alphonse Allais.

Nos défauts : la routine de notre bureaucratie ; la rage d'espionnage de certains benêts qui voient des Boches où il n'y en a pas et n'en voient pas où il y en a ; la Riviera transmuée avant la guerre en colonie allemande ; le génie (démarré) outre-Rhin) de nos inventeurs ; la blague de nos « Parigots » (Boulot est un type d'une frappante vérité) ; d'autre part, la mégalomanie mystique du kaiser, la cruauté cynique de son rejeton, la morgue des états-majors monoclés et corsetés, le ridicule épais des Berlinoises (professeur Hazentratz, *Gnädige Frau Hazentratz*, et l'inénarrable colonel Regenschirm), tout cela est vu et noté par un psychologue.

La fantaisie de l'humoriste scientifique

que se donne libre carrière quand *L'Araignée du Kaiser* décrit la *Guêpe*, mi-avion, mi-sous-marin, l'*Araignée*, la foudre, les combats aériens, les uhlands dopés et foudroyés, mille combinaisons horribles et divertissantes.

Ce livre, *L'Araignée du Kaiser*, est une arme excellente. La satire, maniée par un La Fouchardière, doit faire à nos ennemis d'aussi vives blessures qu'un obus d'auto-canon crevant la panse d'un superzeppelin. Ecrit — et si joliment écrit ! — à l'époque la plus glorieuse, mais aussi la plus terrible de notre histoire nationale, il atteste chez son auteur la force irrésistible du rire français, qui cingle les faces boches d'un coup de cravache.

LE CHAMP D'HONNEUR

Citation à l'ordre du corps d'armée :
Peythieu (Charles), adjudant au 130^e d'infanterie, a pris part à toutes les affaires auxquelles le régiment a participé depuis le début de la campagne.

Après avoir rallié les hommes, au combat de Virton, les a maintenus sous un feu violent. Etant sergent-fourrier, pendant les combats de Rehonvillers, de Damery, de Goyencourt, a assuré la liaison entre le chef de bataillon et les commandants de compagnie dans des circonstances difficiles et périlleuses.

La crue de la Seine

L'influence de la fonte des neiges s'est fait sentir, hier, sur le niveau des eaux, d'une façon peu appréciable ; quelques centimètres de hausse seulement dans la traversée de Paris par la Seine. Cependant, bien que les affluents du fleuve ont déjà grossi, le service de la navigation n'éprouve, de cette hausse des eaux en amont de Paris, aucune crainte.

D'après les nouvelles reçues des stations hydrométriques des bassins supérieurs, la crue de la Seine pourra atteindre, aujourd'hui lundi, les cotes approximatives suivantes : Pont d'Austerlitz, 4 m. 70, soit une hausse de quinze centimètres sur le niveau enregistré hier ; Pont de la Tourneville, 4 m. 60 au lieu de 4 m. 40 ; Pont Royal, 5 m. 60 au lieu de 4 m. 49, et au barrage de Bezons, 5 m. 30.

On signale, en outre, l'arrivée des flots de la Marne à Chailfert et de la haute Seine à Bray.

Voici les cotes publiées, hier, par les services hydrographiques :

Haute-Seine. — Pont de Seine, à Montreuil, 3 m. 25 (hausse 0 m. 23) ; écluse de Varennes, 4 m. 34 (hausse 0 m. 08) ; pont de Melun, 3 m. 62 (hausse 0 m. 08) ; pont de Corbeil, 2 m. 83 (hausse 0 m. 08) ; écluse de Port-à-l'Anglais, 6 m. 20 (baisse 0 m. 62).

Marne. — Ecluse de Gumières, 4 m. 15 (baisse 0 m. 20) ; écluse de Chailfert, 3 m. 63 (hausse 0 m. 12) ; écluse de Charenton, 5 m. 14 (hausse 0 m. 20).

LA NEIGE

La toilette de Paris n'est pas encore complètement terminée malgré que le service de la voirie ait fait le sacrifice de son repos dominical. Cantonniers, balayeurs et boueux se sont prodigués pour enlever les dernières neiges. Ils l'ont fait avec beaucoup de diligence, mais non sans augmenter, s'il est possible, le trouble de la circulation.

Sur les boulevards, par exemple, c'est entre trois et six heures de l'après-midi que les ordres de ces trois derniers jours ont été enlevés avec les tas de neige. Les lourds fourgons automobiles ont circulé parmi les fiacres et les autos, et les poubelles, vidées ou pleines, ont encombré les trottoirs au moment précis où les Parisiens font des boulevards leur promenade favorite du dimanche.

La situation n'a pas été meilleure aux Halles, où les marchands ont dû palanquer dans la même boue glacée et installer leurs denrées dans le cloaque des chaussées qui

forment le « carreau ». La hausse des jours précédents s'est trouvée ainsi maintenue, malgré l'appoint des marchandises amonées par voie ferrée.

Réponses diverses

E. G. 1906. n. B. — Vous pouvez soit faire une nouvelle demande à votre nouvelle résidence, soit faire toucher à Paris par un mandataire.

G. E. — 1^o Vous devez les contributions de 1915 au lieu de votre domicile en janvier 1915 et vous devez celles de 1916 au lieu de votre domicile en janvier 1916 mais pas à deux endroits à la fois. — 2^o Vous n'avez pas droit à un dégrèvement mais vous pouvez le solliciter et il sera accordé. — 3^o Vous ne pouvez à la fois invoquer que votre mère est à votre charge et réclamer pour elle l'assistance.

Poëlmans. — Laissez demander explication. Vous vous expliquerez devant le juge.

Mérie-Cléry. — D'après votre engagement, votre propriétaire peut vous donner congé. Ce n'est pas une expulsion. Peut-être même avez-vous, quand vous avez signé, renoncé au moratorium.

François. — La Compagnie ne peut poursuivre le paiement en justice, mais elle peut cesser de fournir le gaz.

Cefrey, Harleur. — Il nous faudrait connaître vos griefs.

G. B. 20. — Il faudrait un nouveau mariage.

La Maisonnette. — La séparation amiable de trois ans ne signifie rien. Vous pouvez avoir l'assistance. Si les torts sont à votre charge, vous n'aurez pas les enfants.

A. D., abonné. — Il suffit d'écrire à la compagnie que vous prenez l'engagement de payer les termes échus dans les deux années de la cessation des hostilités.

L. C. C. — Oui ; 2 à 2.50 par jour. C'est un abus. Mais le tarif est légal. Arrêtez les frais en requérant levée des scellés.

Lectrice saintongeaise. — Qu'entendez-vous par « retraites de l'Etat » ? Votre lettre est énigmatique.

DIABÈTE MALARIA, JAUNISSE
Opothérapie par la **Fituline**
Préparé dans les Laboratoires de l'**URODONAL**
2, Rue de Valenciennes, Paris. — Prix : franco 10 fr.
Diarrhées infantiles ; Sinubérase, Franco 6/50

LES SPECTACLES

Le soir :
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.
TH. SARAH-BERNHARDI. — 8 h. 30. Le Chemineau.
GITE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.
GYMNASIUM. — 8 h. 45. — Les Deux Vestales.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Polu, etc.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'Impromptu du Paquetage, La Bonne Intention.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — Anna Karénine.
RENAISSANCE. — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille.
TH. REJANE. — 8 h. 30. — Madame Sans-Gêne.
CRÉTEIL. — 7 h. 55. — Les exploits d'un petit Français.

BOUFFES-PARISIENNES. — 8 h. 15. — Kit.
NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.
CLUNY. — 8 h. 45. — Maître Nénuphar. Si jamais je te pince.
TRIAXON-LYRIQUE. — Le Pré aux Clercs.
FOURTS-BERGÈRES. — 8 h. 30. — Jusqu'au bout.
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Polaire.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Gala Antoine.
MONCEY. — 8 h. Si j'étais Roi.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon.
IMPERIAL. — 8 h. 15. — Un Boxeur, Pour une Bagarre.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé.
Expérience du docteur Lorde.
SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuet !
CIÉGAL. — 8 h. 30. — L'Enfer des Revues.
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Grenouille.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches, revue.
GITE-ROCHEBOURG. EMPIRE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.
OPERA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.
ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinées jeudi, dimanche, 2 h. 30.

RHUME de CERVEAU
RHINO-GOMENOL
Dans toutes les bonnes pharmacies, 2 fr. 25.
et 1 fr. rue Ambroise-Thomas, Paris, contre 2 fr. 50.

Le gérant : ANTOINE KLEINSTEIN.
Imprimerie WELHOFF et ROCHE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

« Ah ! par exemple !...
« Elle me reconnut et s'écria.
« — Monsieur Perrussel ! Comment allez-vous !
« Et elle me tendit sa main gantée, sans aucun embarras. Puis :

« — Et Madame ? Et Mesdemoiselle ?
« — Mais très bien... Je vous remercie !... Elles sont très contentes de leurs chapeaux, vous savez ! Je leur ai fait comprendre.

« — Mais parbleu ! Seulement, si elles sont contentes de leur modiste, pourquoi ne sont-elles pas revenues la voir ?
« — Il n'y a que quinze jours !
« — Il y a de nouveaux modèles... Les formes vieillissent vite...
« Nous avions gagné la rue Tronchet.
« — Je ne vous gêne pas ! questionnai-je.

« — Moi ? Pourquoi ? Je rentre chez moi... Mais c'est vous plutôt qui vous éloignez de votre chemin, car la rue Beaugon, c'est par le boulevard Malesherbes.

« — Où demeurez-vous ? fis-je de ton plus indifférent que je pus trouver.
« — Rue Daubigny, près la rue Joffroy.

« — J'ai justement une course par là... Et même, j'avais l'intention de prendre une voiture... Oserai-je vous prier d'accepter.

« — Oh ! j'aime mieux aller à pied. Matin et soir, je vais à pied... j'ai besoin d'air, d'exercice. Toujours enfiévrée...
« — La marche est une chose excellente. Vous avez bien raison.
« J'allai avec elle jusqu'à la rue Daubigny, et elle me mena bon train, je l'avoue. Sur le seuil de la porte, elle s'arrêta me disant :

(La suite à demain)

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE »
du lundi 28 février 1916

Les Mystères de Corneville

ou
L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

UNE LONGUE LETTRE EN GUISE DE PETIT PROLOGUE

« Ses yeux m'interrogeaient toujours.
« — Qu'y a-t-il, monsieur ? fit-elle d'un ton de femme pressée.

« Je balbutiai. Ou plutôt je bafouillai :
« — C'est pour des cha...cha... des chapeaux.

« Et je montrai mon carton d'un geste qui était déjà une excuse.
« — Entrez donc par-ici ! fit-elle d'un ton qui me sembla mécontent.

« Quand je fus seul avec elle dans ce petit salon retiré et discret où des chapeaux encombraient la cheminée et tous les meubles, coiffaient les hauts portemanteaux de bois noir vernis, les candélabres et même l'Aphrodite de marbre d'une vieille pendule, je me trouvai honteux de mon personnage.
« — Quels chapeaux ? me demanda-t-elle.

« — Ceux de ma femme et de ma fille... Je suis M. Perrussel.
« — Ah ! bien ! fit-elle avec une douceur bienveillante. Il y a quelque chose qui cloche ? Mais asseyez-vous donc !

« — Vous êtes mille fois aimable, madame, mademoiselle. Mais je ne voudrais pas abuser... C'est-à-dire que voici : on trouve ces chapeaux un peu inattendus... un peu... comment dirai-je ?
« Ses yeux de pervenche devinrent durs.

« — Qui, on ? précisa-t-elle, en me fixant.
« — Pas moi ! protestai-je, fort lâchement.

« Le sourire revint sur les lèvres trop rouges.
« — J'étais étonnée aussi, dit la modiste, qu'un homme comme vous, qui me semble parisien consommé, qui me paraît avoir du goût... (Comment pouvait-elle deviner ça ?) Je sais, poursuivait-elle, en interrompant sa phrase ; les maris s'étonnent souvent de certaines nouveautés. Ici, monsieur, c'est la mode du jour même, souvent celle du lendemain... C'est ce qui est inattendu qu'on recherche... J'ai bien vu que ça effrayait Mme Perrussel. Le « déjà vu », elle ne verra pourtant pas ça chez moi ! Jamais, jamais ! De retour chez elle, Mme Perrussel aurait-elle trouvé moins bien les formes devant lesquelles elle avait fini par se pâmer chez moi ?

« — Je ne sais...
« — Ces trois chapeaux sont charmants... Et si seyants.
« Et elle fit le geste d'ouvrir le carton. Son visage était contrarié, attristé même.

« — Je me sentis coupable du chagrin

qui était peint sur ce joli visage. Je m'opposai à l'ouverture du carton.

« — Non ! Mademoiselle, j'avais promis de faire une démarche. Elle est faite. Moi, j'ai toujours trouvé ces chapeaux charmants et, du moment que vous partagez mon avis, il est impossible que nous n'ayons pas raison ! Je vais les rapporter chez moi, je vais parler haut, et dire que je n'ai pas trouvé mieux.

« — Et vous ne direz que la vérité !...
« — Mademoiselle !
« — Monsieur !...
« Elle m'avait reconduit jusqu'à la porte de son magasin et avait répondu par un salut et un sourire des plus avenants à la courbette exaltée que j'échangeais sur le trottoir, chapeau bas et en marchant en arrière, ce qui me fit écraser la patte d'Azor, demeuré à la porte, lequel hurla. J'en tressautai et je me trouvai très ridicule.

« — Voilà quelle fut ma première entrevue avec Hélène !

II
LA CLIENTE DU MARDI

« De retour à la maison, Marthe me dit :
« — Tu rapportes nos chapeaux ?
« — Oui !... La modiste m'a expliqué que c'était ce qui se portait...
« — Oh ! Elle sait enjôler la pratique ! s'écria ma cadette. C'est une fine mouche.

« — Et puis, ajouta ma femme, c'est une si jolie femme, d'une élégance si raffinée ! Hein ?...
« — Je n'ai pas remarqué !... fis-je d'un air détaché.

« Pourquoi memais-je, déjà, avant

même d'avoir l'idée d'être coupable ?
« Ma femme essayait son chapeau devant une glace, s'exaltait. Et j'approuvais à présent. J'avais peur, oui, j'avais déjà peur qu'elle ne changeât de modiste.

« Il faut le dire, mon ami, qu'on ne voit pas de modiste comme ça sur la rive gauche.

« Il est vrai qu'à l'époque où j'étais dans les affaires, j'avais si peu d'idée ou le temps de remarquer les modistes !...
« L'après-midi, ma femme et mes deux filles mirent leurs nouveaux chapeaux pour sortir et vinrent me les montrer dans mon bureau.

« — Tu les trouves moins laids ? demanda Marthe.
« — On s'y habitue ! fis-je négligemment, en lançant une bouffée de cigare.

« Et j'allai à mon cercle lentement. Mon cercle est situé boulevard des Capucines. Je fis un petit crochet par la rue Daunou, le soir, pour rentrer. J'adoptai ce trajet les jours suivants.

« Quinze jours passèrent.
« Un soir, vers sept heures, juste comme je froçais la devanture du magasin blanc crème, la porte s'ouvrit. Une femme blonde sortit, gainée dans une étroite robe brune, et surmontée d'un vaste chapeau parasol. Deux mois plus tôt, je disais que les femmes ainsi vêtues avaient l'air de champignons ambulants. Cette fois, je murmurai : « C'est elle ! Quel chic ! »

« Et je lui emboîtai le pas. A la traversée des boulevards, le mouvement des voitures la força à attendre. Je m'arrêtai à sa hauteur, je la regardai, et je feignis la plus vive surprise.